

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 95 - 1899

[C - 27345]

**23 MARS 1995. - Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif au traitement des eaux urbaines résiduaires**

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive européenne (91/271/CEE) du 21 mai 1992 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;  
Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment les articles 3, 6, 9 à 13, 16, § 1er, 18, 2°; 20, § 4 et § 5, 46;  
Vu l'avis de la Commission des eaux, remis le 17 mars 1994;  
Vu l'avis du Conseil d'Etat;  
Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1° "Décret" : le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;
- 2° "Ministre" : le Ministre du Gouvernement wallon qui a la politique de l'eau dans ses attributions;
- 3° "Administration" : Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement de la Région wallonne;
- 4° "Eaux urbaines résiduaires" : toutes les eaux usées pouvant être déversées dans un égout ou un collecteur en application du décret;
- 5° "Agglomération" : zone dans laquelle la population et/ou les activités économiques sont suffisamment concentrées pour qu'il soit possible de collecter les eaux urbaines résiduaires pour les acheminer vers une station d'épuration collective ou un point de rejet final;
- 6° "Station d'épuration collective" : station d'épuration qui traite les eaux urbaines résiduaires en provenance d'une agglomération;
- 7° "Système de collecte" : ensemble des ouvrages et collecteurs qui recueille et achemine les eaux urbaines résiduaires provenant des égouts, vers une station d'épuration collective ou un point de rejet final;
- 8° "Equivalent-habitant" : unité de charge polluante représentant la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DB05) de 60 grammes par jour;
- 9° "Eutrophisation" : l'enrichissement de l'eau en éléments nutritifs, notamment des composés de l'azote et/ou du phosphore, provoquant un développement accéléré des algues et des végétaux d'espèces supérieures qui entraîne une perturbation indésirable de l'équilibre des organismes présents dans l'eau et une dégradation de la qualité de l'eau en question;
- 10° "Traitement approprié" : le traitement des eaux urbaines résiduaires par tout procédé et/ou système d'évacuation qui permet, pour les eaux réceptrices, de respecter les objectifs de qualité des zones de protection désignées en application de l'article 3 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, ainsi que de répondre aux dispositions du présent arrêté;
- 11° "Traitement secondaire" : le traitement des eaux urbaines résiduaires par un procédé comprenant généralement un traitement biologique avec décantation secondaire ou par un autre procédé permettant de respecter les conditions sectorielles d'émission reprises à l'annexe I;
- 12° "Traitement tertiaire" : traitement complémentaire au traitement secondaire permettant de respecter les conditions sectorielles d'émission reprises à l'annexe II;
- 13° "Organisme d'épuration compétent" : l'association de communes agréée conformément à l'article 17 du décret dans le ressort de laquelle est située l'agglomération concernée.
- 14° "Programme pluriannuel de réduction de la pollution des eaux de surface" : programme arrêté par le Gouvernement en vertu de l'article 16, § 1er, du décret.

**Art. 2. § 1er.** Toutes les agglomérations désignées par le Ministre en application de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires, doivent être équipées de systèmes de collecte des eaux urbaines résiduaires conformément au délai fixé par le programme pluriannuel de réduction de la pollution des eaux de surface.

§ 2. Les systèmes de collecte doivent être conçus, construits et entretenus de manière à tenir compte du volume et des caractéristiques des eaux urbaines résiduaires, à prévenir les fuites et à limiter la pollution des eaux réceptrices résultant des surcharges dues aux pluies d'orage. Les mesures à prendre sont fondées sur les taux de dilution ou la capacité par rapport au débit par temps sec.

**Art. 3.** Outre les désignations faites en application de l'article 2 de l'arrêté du 8 décembre 1994 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires, le Ministre désigne et délimite comme zones sensibles les masses d'eau appartenant aux zones d'eaux de surface pour lesquelles un traitement tertiaire ou un traitement approprié est nécessaire.

Les zones sensibles désignées en vertu de l'article 2 de l'arrêté du 8 décembre 1994 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires et en vertu de l'alinéa 1er du présent article, sont revues au moins tous les quatre ans, la première révision devant être effectuée le 31 décembre 1997 au plus tard.

En ce qui concerne les zones sensibles qui seraient désignées à la suite d'une révision effectuée en application de l'alinéa précédent, les eaux urbaines résiduaires doivent faire l'objet d'un traitement tertiaire au plus tard dans les sept ans suivant leur date de désignation.

**Art. 4. § 1er.** Les eaux urbaines résiduaires qui pénètrent dans un système de collecte doivent, avant d'être rejetées, faire l'objet d'un traitement secondaire conformément au délai fixé par le programme pluriannuel de réduction de la pollution des eaux de surface.

Les eaux rejetées par les stations d'épuration collectives, doivent répondre aux conditions sectorielles d'émission reprises à l'annexe I.

§ 2. Les eaux urbaines résiduaires provenant des agglomérations dont le nombre d'équivalent-habitant est supérieur à 10 000 doivent, avant d'être rejetées, faire l'objet d'un traitement tertiaire :

1° quand leur rejet s'effectue en zone sensible;

2° quand leur rejet s'effectue dans le bassin versant de la zone sensible et contribue à la pollution de la zone sensible;

3° quand la construction de la station d'épuration collective dans laquelle les eaux sont traitées, est entamée après la mise en vigueur du présent arrêté.

Les eaux rejetées par les stations d'épuration collective doivent répondre aux conditions sectorielles d'émission reprises à l'annexe II.

§ 3. Par dérogation au § 1er, et au § 2, 3°, le Ministre peut fixer des conditions de rejets particulières pour les rejets des eaux, en provenance des stations d'épuration collective, dans les eaux de surface dont l'objectif de qualité nécessite un traitement approprié.

**Art. 5.** Les eaux urbaines résiduaires provenant d'agglomération dont le nombre d'équivalent-habitant est inférieur à 2 000 et qui sont acheminées par un système de collecte, doivent faire l'objet d'un traitement approprié conformément au délai fixé par le programme pluriannuel de réduction de la pollution des eaux de surface.

**Art. 6.** Les stations d'épuration collective sont conçues ou adaptées pour que des mesures des débits et des échantillons représentatifs des eaux usées entrantes et des effluents traités puissent être pris.

Les points d'évacuation des eaux épurées sont choisis dans toute la mesure du possible, de façon à réduire au minimum les effets sur les eaux réceptrices.

La charge exprimée en nombre d'équivalent-habitant est calculée sur la base de la charge moyenne maximale hebdomadaire qui pénètre dans la station d'épuration collective au cours de l'année, à l'exclusion des situations inhabituelles comme celles qui sont dues à de fortes précipitations.

**Art. 7. § 1er.** Les stations d'épuration collective construites pour satisfaire aux exigences des articles 4 et 5 doivent être conçues, construites, exploitées et entretenues de manière à avoir un rendement suffisant dans toutes les conditions climatiques normales du lieu où elles sont implantées.

Il convient de tenir compte des variations saisonnières de la charge lors de la conception de ces installations.

§ 2. Pour le respect des conditions sectorielles reprises aux annexes I et II, la priorité est accordée aux valeurs limites en concentration. Dans la mesure où il s'avère que les valeurs en concentration à l'entrée de la station d'épuration sont systématiquement supérieures aux valeurs en concentration habituellement rencontrées pour des eaux urbaines résiduaires, les conditions sectorielles exprimées en pourcentage de réduction sont utilisées.

**Art. 8.** Les rejets provenant des stations d'épuration collective sont contrôlés conformément aux procédures reprises à l'annexe III.

Les contrôles sont réalisés par l'organisme d'épuration compétent qui installe tous les dispositifs nécessaires à leur exécution.

Les résultats des contrôles sont conservés par l'organisme d'épuration compétent pendant une période de trois ans au minimum.

Annuellement, les résultats des contrôles sont consignés sous forme de synthèse dans un rapport conformément au modèle repris à l'annexe IV.

Le rapport annuel est envoyé à l'Administration au plus tard le 31 mars de l'année qui suit celle pour laquelle le rapport doit être établi.

L'Administration peut effectuer à tout moment ses propres mesures et vérifier l'exactitude des contrôles effectués par les organismes d'épuration compétents.

**Art. 9.** Les dispositions des articles 6, 3°, 6, 5° et 7, 3°, de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux fluviales, ne sont pas applicables au rejet des stations d'épuration collective.

L'article 16 de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux fluviales, n'est plus d'application en Région wallonne.

A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1993 relatif aux autorisations de déversement d'eaux usées industrielles et d'eaux usées domestiques provenant d'établissements à partir desquels sont déversées les eaux usées industrielles, après les termes "à partir desquels sont déversées des eaux usées industrielles" et avant les termes "sont soumis à autorisation" sont insérés les termes suivants "et notamment en provenance des stations d'épuration collective au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 1995 relatif au traitement des eaux urbaines résiduaires."

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 11.** Le Ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E, des Relations extérieures et du Tourisme,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

## Annexe I

## Conditions sectorielles d'émission relatives aux rejets des stations d'épuration collective

Paramètres	Concentration	Pourcentage minimal de réduction (1)	Méthode de mesure de référence (2)
Demande biochimique en oxygène (DBO5 à 20 °C) sans nitrification (3)	25 mg/l O2	70 - 90	Echantillon homogénéisé, non filtré, mais décanté. Détermination de l'oxygène dissous avant et après une incubation de 5 jours à 20 °C +/- 1°C dans l'obscurité complète. Addition d'un inhibiteur de nitrification.
Demande chimique en oxygène (DCO)	125 mg/l O2	75	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté. Bichromate de potassium.
Total des matières solides en suspension	35 mg/l	90	- Filtration d'un échantillon représentatif sur une membrane de 0,45 µm séchage à 105 °C et pesée. - Centrifugation d'un échantillon représentatif (pendant 5 minutes au moins avec accélération moyenne de 2.800 à 3.200 g, séchage à 105 °C pesée.

(1) Réduction par rapport à l'entrée

(2) Les analyses relatives aux rejets provenant du lagunage doivent être effectuées sur des échantillons filtrés : toutefois, la concentration du total des matières solides en suspension dans les échantillons d'eau non filtrée ne doit pas dépasser 150 mg/l

(3) Ce paramètre peut être remplacé par un autre : carbone organique total (COT) ou demande totale en moyenne (DTO) si une relation peut être établie entre la DBO5 et le paramètre de substitution

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 1995 relatif au traitement des eaux urbaines résiduaires.

Namur, le 23 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

## Annexe II

Conditions sectorielles d'émission relatives aux rejets des stations d'épuration collective effectuant un traitement tertiaire. En fonction des conditions locales, on appliquera un seul paramètre ou les deux. La valeur de la concentration ou le pourcentage de réduction seront appliqués

Paramètres	Concentration	Pourcentage minimal de réduction (1)	Méthode de mesure de référence
Phosphore total	2 mg/l P (nombre d'E.H.* compris entre 10.000 et 100.000) 1 mg/l P (nombre d'E.H.* de plus de 100.000)	80	Spectrophotométrie par absorption moléculaire
Azote total (2)	15 mg/l N (nombre d'E.H.* compris entre 10.000 et 100.000) 10 mg/l N (nombre d'E.H.* de plus de 100.000) (3)	70 - 80	Spectrophotométrie par absorption moléculaire

\* E.H. : abréviation pour "équivalent-habitant"

(1) Réduction par rapport aux valeurs à l'entrée.

(2) Azote total signifie le total de l'azote obtenu par la méthode de Kjeldahl (azote organique + NH<sub>3</sub>) de l'azote contenu dans les nitrates (NO<sub>3</sub>) et de l'azote contenu dans les nitrites (NO<sub>2</sub>).

(3) La moyenne annuelle de la concentration en azote total (qui, suivant le cas, ne doit pas dépasser l'une des 2 valeurs mentionnées ci-dessus) est calculée sur l'ensemble des périodes de l'année où la température de l'eau dans le ou les réacteur(s) biologique(s) est supérieure à 12 °C.

Durant ces mêmes périodes, la moyenne journalière de la concentration en azote total ne doit pas dépasser 20 mg N/l.

En dehors de ces périodes, la teneur en azote total sera maintenue aussi basse que possible.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 1995 relatif au traitement des eaux urbaines résiduaires.

Namur, le 23 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

## Annexe III

## Méthodes de référence pour le suivi et l'évaluation des résultats

1. Des échantillons sont prélevés sur une période de 24 heures, proportionnellement au débit ou à intervalles réguliers, en un point bien déterminé à la sortie et, en cas de nécessité, à l'entrée de la station d'épuration, afin de vérifier si les prescriptions du présent arrêté en matière de rejets d'eaux usées sont respectées.

De saines pratiques internationales de laboratoire seront appliquées pour que la dégradation des échantillons soit la plus faible possible entre le moment de la collecte et celui de l'analyse.

2. Le nombre minimum d'échantillons à prélever à intervalles réguliers au cours d'une année entière est fixé en fonction de la taille de la station d'épuration :

- Nombre d'équivalent-habitant compris entre 2.000 et 9.999 :

12 échantillons au cours de la première année.

4 échantillons les années suivantes s'il peut être démontré que les eaux respectent les dispositions de la présente directive pendant la première année : si l'un des 4 échantillons ne correspond pas aux normes, 12 échantillons sont prélevés l'année suivante;

- Nombre d'équivalent-habitant compris entre 10.000 et 49.999 :

12 échantillons

- Nombre d'équivalent-habitant de 50.000 ou plus :

24 échantillons.

3. On considère que les eaux usées traitées respectent les valeurs fixées pour les différents paramètres si, pour chaque paramètre considéré individuellement, les échantillons prélevés montrent que les valeurs correspondantes sont respectées, en fonction des dispositions suivantes :

a) pour les paramètres figurant à l'annexe I, le nombre maximal d'échantillons qui peuvent ne pas correspondre aux valeurs en concentration ou au pourcentages de réduction mentionnés, est fixé comme suit :

Nombre d'échantillons prélevés au cours d'une année déterminée	Nombre maximal d'échantillons pouvant ne pas être conforme
4 - 7	1
8 - 16	2
17 - 28	3
29 - 40	4
41 - 53	5
54 - 67	6
68 - 81	7
82 - 95	8
96 - 110	9
111 - 125	10
126 - 140	11
141 - 155	12
156 - 171	13
172 - 187	14
188 - 203	15
204 - 219	16
220 - 235	17
236 - 251	18
252 - 268	19
269 - 284	20
285 - 300	21
301 - 317	22
318 - 334	23
335 - 350	24
351 - 365	25

b) pour les paramètres figurant à l'annexe I, et exprimés en valeurs de concentration, les échantillons non conformes prélevés dans des conditions d'exploitation normales ne doivent pas s'écarter de plus de 100

des valeurs paramétriques. Pour les valeurs en concentration se rapportant au total des matières solides en suspension, l'écart peut aller jusqu'à 150;

c) pour les paramètres figurant à l'annexe II, la moyenne annuelle des échantillons doit, pour chaque paramètre, respecter les valeurs correspondantes.

4. Pour la qualité d'eau considérée, il n'est pas tenu compte des valeurs extrêmes si elles sont dues à des circonstances exceptionnelles, telles que de fortes précipitations

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 1995 relatif au traitement des eaux urbaines résiduaires.

Namur, le 23 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E et des Relations extérieures, et du Tourisme,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

## Annexe IV

## Modèle de présentation du bilan annuel des rejets des stations d'épuration d'eaux urbaines résiduaires

Organisme d'épuration agréé :	Année	
Station de	Conforme - non conforme	(1)

N° analyse	Date d'échantillonnage	Qj m <sup>3</sup> /j (3)	Caractéristiques de l'influent					Caractéristiques de l'effluent					Rendement					Conformité (2) DBO DCO MES		
			1	2	3	4	5	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5			
			DBO	DCO	MES	NT	PT	DBO	DCO	MES	NT	PT	DBO	DCO	MES	NT	PT			
	Nombre total d'analyses								Moyennes annuelles						Moyennes annuelles					

(1) Barrer la mention inutile - critère d'affectation global.

(2) Conformité de l'analyse sur base des critères DCO, DBO et MES - C = conforme - NC = non conforme.

(3) Volume journalier traité biologiquement le jour de l'échantillonnage.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 1995 relatif au traitement des eaux urbaines résiduaires.

Namur, le 23 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 95 - 1899

[C - 27345]

**23. MÄRZ 1995. - Erlaß der Wallonischen Regierung über die Behandlung von städtischem Abwasser**

Aufgrund der Richtlinie des Rates vom 21. Mai 1991 (91/271/EWG) über die Behandlung von kommunalem Abwasser;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung, insbesondere der Artikel 3, 6, 9 bis 13, 16, § 1, 18, 2°, 20, § 4 und § 5, 46;

Aufgrund des am 17. März 1994 abgegebenen Gutachtens der "Commission des Eaux" (Kommission für Wasser);

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung:

**Artikel 1.** Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Dekret": das Dekret vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung;

2° "Minister": der Minister der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört;

3° "Verwaltung": Die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;

4° "städtisches Abwasser": jegliches Abwasser, das in Anwendung des Dekrets in eine Kanalisation oder in einen Sammelkanal eingeleitet werden kann;

5° "Ortschaft": Gebiet, in welchem die Besiedlung und/oder die wirtschaftlichen Aktivitäten ausreichend konzentriert sind, um eine Sammlung von städtischem Abwasser im Hinblick auf die Weiterleitung zu einer Kollektivkläranlage oder einer Einleitungsstelle zu ermöglichen;

6° "Kollektivkläranlage": Kläranlage, in der das von einer Ortschaft abfließende städtische Abwasser behandelt wird;

7° "Sammelsystem": Gesamtheit der Anlagen und Sammelkanälen, in denen das städtische Abwasser aus den Kanalisationen gesammelt und zu einer Kollektivkläranlage oder einer Einleitungsstelle weitergefordert wird;

8° "Einwohnergleichwert": Schadstoffbelastungseinheit, die einer organischen, biologisch abbaubaren Belastung mit einem biochemischen Sauerstoffbedarf in 5 Tagen (BSB<sub>5</sub>) von 60 g Sauerstoff pro Tag entspricht;

9° "Eutrophierung": Die Anreicherung des Wassers mit Nährstoffen, insbesondere mit Stickstoff- und/oder Phosphorverbindungen, die zu einem vermehrten Wachstum von Algen und höheren Formen des pflanzlichen Lebens und damit zu einer unerwünschten Beeinträchtigung des biologischen Gleichgewichts und der Qualität des betroffenen Gewässers führt;

10° " Geeignete Behandlung": die Behandlung von städtischem Abwasser durch ein Verfahren bzw. Entsorgungssystem, welches sicherstellt, daß die aufnehmenden Gewässer den in Anwendung von Artikel 3 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung bestimmten Qualitätszielen der Schutzgebiete sowie den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses entsprechen;

11° "Sekundärbehandlung": die Behandlung von städtischem Abwasser durch ein Verfahren, das meistens in einer biologischen Behandlung mit Nachklärung besteht, oder durch irgendein anderes Verfahren, bei dem die in der Anlage I aufgeführten sektorbezogenen Emissionsbedingungen eingehalten werden;

12° "Tertiärbehandlung": eine die Sekundärbehandlung ergänzende Aufbereitungsstufe, die es ermöglicht, die in der Anlage II aufgeführten sektorbezogenen Emissionsbedingungen einzuhalten;

13° "Zuständige Vereinigung für die Klärung": die aufgrund Art. 17 des Dekrets anerkannte Gemeindevereinigung, innerhalb deren Zuständigkeitsgebiet sich die betroffene Ortschaft befindet;

14° "Mehrjähriges Programm zur Einschränkung der Verschmutzung des Oberflächenwassers": das von der Regierung beschlossene Programm in Anwendung von Artikel 16 § 1 des Dekrets.

**Art 2. § 1.** Alle Ortschaften, die vom Minister in Anwendung von Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser bezeichnet werden, müssen mit Sammelsystemen zur Sammlung von städtischem Abwasser ausgerüstet werden unter Einhaltung der vom mehrjährigen Programm zur Einschränkung der Verschmutzung des Oberflächenwassers vorgeschriebenen Frist.

§ 2. Die Entwicklung, Fertigung und Wartung der Sammelsysteme müssen das Volumen und die Eigenschaften des städtischen Abwassers berücksichtigen, Leckagen verhindern und die Verschmutzung der aufnehmenden Gewässer durch Regenüberläufe begrenzen. Die zu treffenden Maßnahmen beruhen auf den Verdünnungsverhältnissen oder auf der Kapazität im Verhältnis zum Trockenwetterabfluß.

**Art 3.** Neben den Bezeichnungen, die in Anwendung von Art. 2 des Erlasses vom 8. Dezember 1994 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser erfolgen, bezeichnet und begrenzt der Minister als empfindliche Gebiete die Wasserzonen, die zu den Oberflächenwassergebieten gehören und für die eine Tertiärbehandlung oder eine geeignete Behandlung nötig sind.

Die kraft Artikel 2 des Erlasses vom 8. Dezember 1994 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser und kraft Absatz 1 des vorliegenden Artikels bezeichneten empfindlichen Gebiete werden mindestens alle vier Jahre überprüft. Die erste Überprüfung muß spätestens am 31. Dezember 1997 erfolgen.

Bezüglich der empfindlichen Gebiete, die im Anschluß an eine in Anwendung des vorigen Absatzes erfolgte Überprüfung bezeichnet wurden, muß das städtische Abwasser spätestens innerhalb von sieben Jahren nach dem Datum der Bezeichnung Gegenstand einer Tertiärbehandlung sein.

**Art 4. § 1.** Das in einem Sammelsystem aufgenommene städtische Abwasser muß, vor der weiteren Einleitung in Gewässer, einer Sekundärbehandlung unterworfen werden, und zwar unter Einhaltung der im mehrjährigen Programm zur Einschränkung der Verschmutzung des Oberflächenwassers vorgeschriebenen Frist.

Das aus Kollektivkläranlagen abfließende Abwasser muß den in Anlage I aufgeführten sektorbezogenen Emissionsbedingungen entsprechen.

§ 2. Das aus Ortschaften mit einem Einwohnergleichwert über 10.000 stammende städtische Abwasser muß, vor dessen weiteren Einleitung in Gewässer, einer Tertiärbehandlung unterworfen werden:

1° wenn diese Einleitung in einem empfindlichen Gebiet stattfindet;

2° wenn diese Einleitung in dem Wassereinzugsgebiet des empfindlichen Gebiets stattfindet und somit zur Verschmutzung des empfindlichen Gebiets beiträgt;

3° wenn der Bau der Kollektivkläranlage zur Behandlung des betreffenden Abwassers nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses anfängt.

Das aus Kollektivkläranlagen abfließende Abwasser muß den in Anlage II aufgeführten sektorbezogenen Emissionsbedingungen entsprechen.

§ 3. In Abweichung von § 1 und § 2, 3° ist der Minister dazu berechtigt, besondere Bedingungen für die Einleitung des Abwassers aus Kollektivkläranlagen in Oberflächengewässer zu bestimmen, wenn das Qualitätsziel für diese Gewässer eine geeignete Behandlung erfordert.

**Art. 5.** Das städtische Abwasser, das aus Ortschaften stammt, deren Einwohnergleichwert 2.000 nicht überschreitet, und das über ein Sammelsystem gefördert wird, muß einer geeigneten Behandlung unterworfen werden, unter Einhaltung der im mehrjährigen Programm zur Einschränkung der Verschmutzung des Oberflächenwassers vorgeschriebenen Frist.

**Art. 6.** Die Kollektivkläranlagen müssen so ausgelegt oder umgerüstet werden, daß vor dem Einleiten in Gewässer repräsentative Proben des zugeleiteten Abwassers und des behandelten Abwassers entnommen werden können.

Die Stelle, an der städtisches Abwasser eingeleitet wird, ist möglichst so zu wählen, daß die Auswirkungen auf das aufnehmende Gewässer auf ein Minimum beschränkt werden.

Die in Einwohnergleichwerten ausgedrückte Belastung wird auf der Grundlage der höchsten wöchentlichen Durchschnittslast im Zulauf der Kollektivkläranlage während eines Jahres berechnet. Ausnahmesituationen wie nach starken Niederschlägen bleiben dabei unberücksichtigt.

**Art. 7. § 1.** Die zur Einhaltung der in Art. 4 und 5 festgelegten Anforderungen gebauten Kollektivkläranlagen müssen derartig geplant, gefertigt, betrieben und gewartet werden, daß sie unter allen normalen örtlichen Klimabedingungen eine zureichende Leistungskapazität haben.

Bei der Entwicklung dieser Anlagen sind die saisonalen Schwankungen der Belastung zu berücksichtigen.

§ 2. Für die Einhaltung der in Anlage I und II aufgeführten sektorbezogenen Emissionsbedingungen werden an erster Stelle die Konzentrationsgrenzwerte berücksichtigt. Wenn sich aber erweist, daß die Konzentrationsgrenzwerte am Eingang der Kläranlage systematisch höher sind als die üblichen Konzentrationsgrenzwerte für städtisches Abwasser, dann werden die sektorbezogenen Bedingungen in prozentualer Verringerung ausgedrückt.

**Art. 8.** Die Abflüsse aus Kollektivkläranlagen werden gemäß den in Anlage III aufgeführten Verfahren kontrolliert.

Die Kontrollen werden durch die zuständige Vereinigung für die Klärung durchgeführt; diese legt alle zur Durchführung der Kontrolltätigkeiten nötigen Vorrichtungen an.

Die Ergebnisse der Kontrollen werden von der zuständigen Vereinigung für die Klärung während mindestens drei Jahren aufbewahrt.

Die Ergebnisse der Kontrollen werden jährlich in einem Bericht nach dem in Anlage IV aufgeführten Muster zusammengefaßt.

Der jährliche Bericht wird spätestens am 31. März des nachfolgenden Jahres der Verwaltung zugesandt.

Die Verwaltung ist dazu berechtigt, zu jeder Zeit ihre eigenen Messungen durchzuführen und die Genauigkeit der von den zuständigen Vereinigungen für die Klärung durchgeführten Kontrollen zu prüfen.

**Art. 9.** Die Bestimmungen der Artikel 6, 3°, 6, 5° und 7, 3° des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung der Abwassereinleitungen in gewöhnliche Oberflächengewässer, in öffentliche Kanalisationen und künstliche Abflüsse von Flußgewässern, sind nicht anwendbar auf die Einleitungen aus Kollektivkläranlagen.

Art. 16 des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung der Abwassereinleitungen in gewöhnliche Oberflächengewässer, in öffentliche Kanalisationen und künstliche Abflüsse von Flußgewässern, ist nicht mehr anwendbar in der Wallonischen Region.

In Art. 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1993 über die Genehmigungen für die Einleitung von industriellem Abwasser und häuslichem Abwasser aus Betrieben, aus denen industrielle Abwasser eingeleitet werden, wird nach dem Wortlaut "aus denen industrielle Abwässer eingeleitet werden" und vor dem Wortlaut "werden einer Genehmigung unterworfen" folgendes eingefügt: "und insbesondere aus Kollektivkläranlagen im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. März 1995 über die Behandlung von städtischem Abwasser."

**Art. 10.** Der vorliegende Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 11.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. März 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B., den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN



## Anlage I

## Sektorbezogene Emissionsbedingungen für Kollektivkläranlagen

Parameter	Konzentration	Prozentuale Mindestverring erung (1)	Referenzmeßverfahren (2)
Biochemischer /Sauerstoffbedarf (BSB5, bei 20 °C) ohne Nitrifikation (3)	25 mg/l O <sub>2</sub>	70 - 90	Homogenisierte, ungefilterte, jedoch dekantierte Probe. Bestimmung des gelösten Sauerstoffs vor und nach fünfägiger Bebrütung bei 20 °C +/- 1 °C in völliger Dunkelheit. Zugabe eines Nitrifikationshemms toffs.
Chemischer Sauer stoffbedarf (CSB)	125 mg/l O <sub>2</sub>	75	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierte Probe. Kalium-Dichromat.
Suspendierte Schweb- stoffe insgesamt	35 mg/l	90	- Filtern einer repräsentativen Probe durch eine Filter- membran von 0,45 µm. Trocknen bei 105 °C und Wiegen. Zentrifugieren einer repräsentativen Probe (mindestens 5 Min. bei einer durchschnittlichen Beschleunigung von 2.800 bis 3.200 g). Trocknen bei 105 °C und Wiegen.

(1) Verringerung bezogen auf die Belastung des Zulaufs.

(2) Die Analysen von Einleitungen aus Abwasserteichen sind an gefilterten Proben auszuführen; die Gesamtkonzentration an suspendierten Schwebstoffen in ungefilterten Wasserproben darf jedoch nicht mehr als 150 mg/l betragen.

(3) Dieser Parameter kann durch einen anderen ersetzt werden: gesamter organischer Kohlenstoff (IOC) oder gesamter Bedarf an Sauerstoff (TOD), wenn eine Beziehung zwischen BSB5 und dem Substitutionsparameter hergestellt werden kann.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung, vom 23. März über die Behandlung von städtischem Abwasser beigelegt zu werden.

Namur, den 23. März 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B., den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

## Anlage II

**Sektorbezogene Emissionsbedingungen bezüglich der Einleitungen aus Kollektivkläranlagen, die eine Tertiärbehandlung ausführen. Je nach den örtlichen Bedingungen wird nur einer oder werden beide Parameter angewandt. Der Konzentrationswert oder der Verringerungsprozentsatz werden angewandt**

Parameter	Konzentration	Prozentuale Mindestverring erung (1)	Referenzmeßverfahren (2)
Phosphor insgesamt	2 mg/l P (Anzahl EGW* zwischen 10.000 und 100.000) 1 mg/l P (Anzahl EGW* über 100.000)	80	molekulare Absorptions-Spektrophotometrie
Stickstoff insgesamt (2)	15 mg/l N (Anzahl EGW* zwischen 10.000 und 100.000) 10 mg/l N (Anzahl EGW* über 100.000) (3)	70 - 80	molekulare Absorptions-Spektrophotometrie

\* EGW: Abkürzung von Einwohnergleichwert.

(1) Verringerung bezogen auf die Belastung des Zulaufs.

(2) Stickstoff insgesamt bedeutet: die Summe von Kjeldahl-Stickstoff (organischer N + NH<sub>3</sub>), Nitrat(NO<sub>3</sub>)-Stickstoff und Nitrit (NO<sub>2</sub>)-Stickstoff.

(3) Der Jahresdurchschnitt der Gesamtstickstoffkonzentration (welche je nach dem Fall eine der beiden oben angeführten Werte nicht überschreiten darf) wird auf Grundlage der Gesamtheit der Jahresperioden, während derer die Wassertemperatur in dem oder den biologischen Reaktor(en) über 12 °C liegt, berechnet. Während dieser selben Perioden darf der Tagesdurchschnitt der Gesamtstickstoffkonzentration 20 mg N/l nicht überschreiten.

Außerhalb dieser Perioden wird der Gesamtstickstoffgehalt so niedrig wie möglich gehalten.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom

23. März über die Behandlung von städtischem Abwasser beigelegt zu werden.

Namur, den 23. März 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B., den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

## Anlage III

## Referenzmethoden für die Überwachung und Auswertung der Ergebnisse

1. Am Ablauf und erforderlichenfalls am Zulauf der Kläranlage sind an jeweils denselben genau festgelegten Stellen abflußproportionale oder zeitproportionale 24-Stunden-Proben zu entnehmen, um zu überprüfen, ob das eingeleitete Abwasser den Anforderungen des vorliegenden Erlasses entspricht.

Dabei sind international anerkannte Laborpraktiken anzuwenden, mit denen die Veränderung des Zustands der Proben zwischen ihrer Entnahme und der Analyse so gering wie möglich gehalten wird.

2. Die Mindestzahl jährlicher Probenahmen soll entsprechend der Größe der Kläranlage festgesetzt werden, wobei die Proben in regelmäßigen zeitlichen Abständen zu entnehmen sind:

- Einwohnergleichwert zwischen 2.000 und 9.999:

12 Proben im ersten Jahr.

4 Proben in den darauffolgenden Jahren, wenn nachgewiesen werden kann, daß das Abwasser im ersten Jahr den Vorschriften des vorliegenden Erlasses entspricht. Wenn eine der 4 Proben den Grenzwert überschreitet sind im folgenden Jahr 12 Proben zu entnehmen:

- Einwohnergleichwert zwischen 10.000 und 49.999:

12 Proben.

- Einwohnergleichwert gleich oder größer als 50.000:

24 Proben.

3. Für das behandelte Abwasser gelten die einschlägigen Werte als eingehalten, wenn für jeden einzelnen untersuchten Parameter die Wasserproben dem betreffenden Wert wie folgt entsprechen:

a) für die in Anlage I aufgeführten Parameter ist die höchstzulässige Anzahl von Proben, bei denen die als Konzentrationswerte und/oder prozentuale Verringerung ausgedrückten Anforderungen wie folgt festgelegt:

Anzahl der Probenahmen innerhalb eines Jahres	Höchstzulässige Anzahl von Proben, bei denen Abweichungen zulässig sind
4 - 7	1
8 - 16	2
17 - 28	3
29 - 40	4
41 - 53	5
54 - 67	6
68 - 81	7
82 - 95	8
96 - 110	9
111 - 125	10
126 - 140	11
141 - 155	12
156 - 171	13
172 - 187	14
188 - 203	15
204 - 219	16
220 - 235	17
236 - 251	18
252 - 268	19
269 - 284	20
285 - 300	21
301 - 317	22
318 - 334	23
335 - 350	24
351 - 365	25

b) für die in der Anlage I aufgeführten, in Konzentrationswerten ausgedrückten Parameter darf die Abweichung von den Parameterwerten bei normalen Betriebsbedingungen nicht mehr als 100 betragen. Für die Konzentrationswerte für die suspendierten Feststoffe sind Abweichungen bis zu 150 zulässig;

c) für die in der Anlage II aufgeführten Parameter darf der Jahresmittelwert der Proben für jeden Parameter den maßgeblichen Wert nicht überschreiten.

4. Extremwerte der Abwasserbelastung bleiben unberücksichtigt, soweit sie auf Ausnahmesituationen wie starke Niederschläge zurückzuführen sind.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 23. März über die Behandlung von städtischem Abwasser beigefügt zu werden.

Namur, den 23. März 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B., den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

Anlage IV

Muster zur Darstellung der Jahresbilanz der Einleitungen aus Kläranlagen für städtisches Abwasser

Anerkannte Vereinigung für die Klärung:	Jahr
Kläranlage von	Zulässig - Nicht zulässig (1)

Analyse-Nummer	Datum der Probenahme	Q <sub>j</sub> , m	Eigenschaften des zulaufenden Abwassers					Eigenschaften des auslaufenden Abwassers					Leistung					Konformität (2) BSB CSB SS
			1 BSB	2 CSB	3 SS	4 NT	5 PT	1 BSB	2 CSB	3 SS	4 NT	5 PT	1 BSB	2 CSB	3 SS	4 NT	5 PT	
	Gesamtanzahl der Analysen							Jährliche Durchschnitte					Jährliche Durchschnitte					

(1) Nichtzutreffendes bitte streichen - globales Anwendungskriterium.  
 (2) Konformität der Analyse auf Grundlage folgender Kriterien CSB, BSB und SS - Z = zulässig - NZ = nicht zulässig.  
 (3) Biologisch behandeltes Tagesvolumen am Tag der Probenahme.  
 Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 23. März über die Behandlung von städtischem Abwasser beigelegt zu werden.  
 Namur, den 23. März 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
 beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B., den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,  
 R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
 G. LUTGEN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 95 - 1899

[C - 27345]

**23 MAART 1995. - Besluit van de Waalse Regering betreffende de behandeling van stedelijk afvalwater**

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van 21 mei 1992 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater;

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, inzonderheid op de artikelen 3, 6, 9 tot 13, 16, § 1, 18, 2°, 20, § 4 en § 5, 46;

Gelet op het advies van de Watercommissie, gegeven op 17 maart 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "Decreet" : het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling;

2° "Minister" : de Minister van de Waalse Regering belast met het Waterbeleid;

3° "Bestuur" : "Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement" (Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu) van het Waalse Gewest;

4° "Stedelijk afvalwater" : al het afvalwater dat, overeenkomstig dit decreet, in een riolering of in een opvangsysteem mag worden geloosd;

5° "Agglomeratie" : gebied waar de bevolking en/of de economische activiteiten voldoende geconcentreerd zijn om stedelijk afvalwater op te vangen en naar een gemeenschappelijke waterzuiveringsinstallatie of een definitieve lozingsplaats af te voeren;

6° "Gemeenschappelijke waterzuiveringsinstallatie" : de zuiveringsinstallatie die stedelijk afvalwater afkomstig van een agglomeratie behandelt;

7° "Opvangsysteem" : het geheel van de werken en verzamelleidingen dat stedelijk afvalwater afkomstig van rioleringen opvangt en naar een gemeenschappelijke waterzuiveringsinstallatie of een definitieve lozingsplaats afvoert;

8° "Inwonerequivalent" (i.e.) : de biologisch afbreekbare organische belasting met een biochemisch zuurstofverbruik gedurende 5 dagen (BZV5) van 60 g zuurstof per dag;

9° "Eutrofiëring" : de verrijking van het water door nutriënten, vooral stikstof- en/of fosforverbindingen, die leidt tot een versnelde groei van algen en hogere plantaardige levensvormen met als gevolg een ongewenste verstoring van het evenwicht tussen de verschillende in het water aanwezige organismen en een verslechtering van de waterkwaliteit;

10° "Toereikende behandeling" : behandeling van stedelijk afvalwater door middel van een proces en/of afvoersysteem waardoor de ontvangende wateren voldoen aan de kwaliteitsdoelstellingen van de overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling aangewezen beschermingsgebieden en aan de bepalingen van dit besluit;

11° "Secundaire behandeling" : behandeling van stedelijk afvalwater door middel van een proces waarbij in het algemeen biologische behandeling met secundaire bezinking plaatsvindt of een ander proces dat het mogelijk maakt de in bijlage I vermelde sectoriële emissievoorwaarden in acht te nemen;

12° "Tertiaire behandeling" : behandeling die de secundaire behandeling aanvult en het mogelijk maakt de in bijlage II vermelde sectoriële emissievoorwaarden in acht te nemen;

13° "Bevoegde zuiveringsinstelling" : de overeenkomstig artikel 17 van het decreet erkende vereniging van gemeenten in het rechtsgebied waarvan de betrokken agglomeratie gelegen is;

14° "Meerjarig programma voor de vermindering van de oppervlaktewatervervuiling" : programma dat krachtens artikel 16, § 1, van het decreet door de Regering vastgesteld wordt.

**Art. 2. § 1.** Alle agglomeraties die overeenkomstig artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater door de Minister aangewezen zijn, moeten, binnen de in het meerjarige programma voor de vermindering van oppervlaktewatervervuiling vastgelegde termijn, uitgerust zijn met opvangsystemen voor stedelijk afvalwater.

§ 2. De opvangsystemen moeten zodanig ontworpen, gebouwd en onderhouden worden dat zij rekening houden met het volume en de eigenschappen van het stedelijk afvalwater, lekkages voorkomen en de verontreiniging van de ontvangende wateren door overslorting van hemelwater beperken. De maatregelen worden genomen op grond van de verdunningspercentages of de capaciteit in verhouding tot het debiet bij droog weer.

**Art. 3.** Naast de overeenkomstig artikel 2 van het besluit van 8 december 1994 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater aangewezen gebieden, worden de watermassa's die deel uitmaken van de oppervlaktewatergebieden waarvoor een tertiaire of een toereikende behandeling vereist is, door de Minister als kwetsbare gebieden aangewezen.

De kwetsbare gebieden aangewezen krachtens artikel 2 van het besluit van 8 december 1994 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater en krachtens het eerste lid van dit artikel worden minstens om de vier jaar herzien. De eerste herziening moet uiterlijk op 31 december 1997 plaatsvinden.

Voor kwetsbare gebieden die aangewezen worden na een overeenkomstig het vorige lid uitgevoerde herziening, moet het stedelijk afvalwater, uiterlijk binnen zeven jaar na de datum van hun aanwijzing, een tertiaire behandeling ondergaan.

**Art. 4. § 1.** Stedelijk afvalwater dat in een opvangsysteem terecht komt, moet, alvorens geloosd te worden, een secundaire behandeling ondergaan, met inachtneming van de in het meerjarige programma voor de vermindering van de oppervlaktewatervervuiling vastgelegde termijn.

Het door de gemeenschappelijke zuiveringsinstallaties geloosde water moet aan de in bijlage I vermelde sectoriële emissievoorwaarden voldoen.

§ 2. Stedelijk afvalwater afkomstig van agglomeraties met meer dan 10 000 i.e. moet een tertiaire behandeling ondergaan alvorens geloosd te worden:

1° wanneer de lozing in een kwetsbaar gebied plaatsvindt;

2° wanneer de lozing in het bekken van het kwetsbare gebied plaatsvindt en wanneer ze het gebied vervuult;

3° wanneer de bouw van de gemeenschappelijke zuiveringsinstallatie waarin het water behandeld wordt, na de inwerkingtreding van dit besluit is begonnen;

Het door de gemeenschappelijke zuiveringsinstallaties geloosde water moet aan de in bijlage II vermelde sectoriële emissievoorwaarden voldoen.

§ 3. In afwijking van § 1 en § 2, 3°, kan de Minister bijzondere voorwaarden opleggen voor lozingen van water afkomstig van gemeenschappelijke zuiveringsinstallaties, in het oppervlaktewater waarvan de kwaliteitsdoelstelling een toereikende behandeling vereist.

**Art. 5.** Stedelijk afvalwater afkomstig van een agglomeratie met minder dan 2.000 i.e. en door een opvangsysteem afgevoerd moet een toereikende behandeling ondergaan, met inachtneming van de in het meerjarige programma voor de vermindering van de oppervlaktewatervervuiling vastgestelde termijn.

**Art. 6.** De gemeenschappelijke zuiveringsinstallaties worden zodanig ontworpen of aangepast dat debietafmetingen en representatieve monsters van het inkomende afvalwater en het behandelde effluent kunnen worden verkregen.

De lozingsplaatsen voor het gezuiverde water worden voor zover mogelijk zodanig gekozen dat de weerslag op de ontvangende wateren tot een minimum wordt herleid.

De in i.e. uitgedrukte belasting wordt berekend op basis van de maximale gemiddelde wekelijkse belasting die in de loop van het jaar in de gemeenschappelijke zuiveringsinstallatie terecht komt, behalve ongebruikelijke situaties, zoals zware regenval.

**Art. 7. § 1.** De gemeenschappelijke zuiveringsinstallaties, die aan de bepalingen van de artikelen 4 en 5 moeten voldoen, worden zodanig ontworpen, gebouwd, geëxploiteerd en onderhouden dat zij, daar waar zij gevestigd zijn, in alle normale weersomstandigheden een voldoende rendement kunnen hebben. Bij het ontwerpen van deze installaties dient rekening te worden gehouden met de seizoenschommelingen van de belasting.

§ 2. Voor de naleving van de in bijlagen I en II vermelde sectoriële emissievoorwaarden wordt de voorkeur gegeven aan de concentratiegrenswaarden. De in percentage uitgedrukte sectoriële emissievoorwaarden worden gebruikt indien blijkt dat de concentratiewaarden bij de ingang van de zuiveringsinstallatie systematisch groter zijn dan de concentratiewaarden die doorgaans voor stedelijk afvalwater gelden.

**Art. 8.** De lozingen van gemeenschappelijke zuiveringsinstallaties worden overeenkomstig de in bijlage III vermelde procedures gecontroleerd.

De controles worden uitgevoerd door de bevoegde zuiveringsinstelling die alle daarvoor vereiste toestellen plaatst.

De resultaten van de controles worden minstens 3 jaar door de bevoegde zuiveringsinstelling bewaard.

De resultaten van de controles worden jaarlijks in de vorm van een synthese in een rapport opgenomen, overeenkomstig het in bijlage IV vermelde model.

Het jaarlijkse rapport wordt aan het Bestuur gezonden, uiterlijk 31 maart van het jaar na dat waarop het betrekking heeft.

Het Bestuur mag elk ogenblik zelf afmetingen nemen en nagaan of de door de bevoegde zuiveringsinstellingen uitgevoerde controles juist zijn.

**Art. 9.** De bepalingen van de artikelen 6, 3°, 6, 5° en 7, 3°, van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater gelden niet voor de lozingen van de gemeenschappelijke zuiveringsinstallaties.

Artikel 16 van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater is niet meer van toepassing in het Waalse Gewest.

In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 23 december 1993 betreffende de machtigingen tot lozing van industrieel of huishoudelijk afvalwater afkomstig van bedrijven die industrieel afvalwater lozen, worden, na de woorden "die industrieel afvalwater lozen" de woorden "en met name van gemeenschappelijke zuiveringsinstallaties in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 1995 betreffende de behandeling van stedelijk afvalwater," ingevoegd.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 11.** De Minister tot wiens bevoegdheden het Waterbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 maart 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en landbouw,  
G. LUTGEN

## Bijlage I

## Sectoriële emissievoorwaarden voor lozingen van gemeenschappelijke zuiveringsinstallaties

Parameters	Concentratie	Minimumpercentage van vermindering (1)	Referentiemethode (2)
Biochemisch zuurstofverbruik (BZV bij 20 °C) zonder nitrificatie (3)	25 mg/l O <sub>2</sub>	70 - 90	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, maar gedecanteerd monster. Bepaling van de opgeloste zuurstof vóór en na een incubatie van 5 dagen bij 20°C +/- 1°C in volledige duisternis. Toevoeging van een nitrificatieregger
Chemisch zuurstofverbruik (CZV)	125 mg/l O <sub>2</sub>	75	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster. Kaliumbichromaat.
Totale hoeveelheid gesuspendeerde stoffen (4)	35 mg/l	90	-Filtrering van een representatief monster door een 0,45m-filtermembraan droging bij 105°C en wegen. -Centrifugeren van een representatief monster (ten minste 5 minuten, met gemiddelde versnelling van 2.800 tot 3.200g), drogen bij 105°C en wegen.

(1) Vermindering t.o.v. de vracht van het influent.

(2) De analyses betreffende lozingen uit bezinkvijvers moeten verricht worden met gefilterde monsters; de concentratie aan gesuspendeerde stoffen in de ongefilderte watermonsters mag echter niet meer bedragen dan 150 mg/l.

(3) Deze parameter kan door een andere worden vervangen : totaal organische koolstof (TOK) of totaal zuurstofverbruik (TZV) indien er een verband kan worden gelegd tussen BZV en de vervangende parameter.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 1995 betreffende de behandeling van stedelijk afvalwater.

Namen, 23 maart 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

## Bijlage II

**Sectoriële emissievoorwaarden voor lozingen van gemeenschappelijke zuiveringsinstallaties die een tertiaire behandeling verrichten. Eén of beide parameters mogen worden toegepast, afhankelijk van de lokale situatie. De concentratiewaarde of het verminderingpercentage moet worden toegepast**

Parameters	Concentratie	Minimum-percentage van vermindering (1)	Referentiemeet-methode
Totaal fosfor	2 mg/l P (10.000 tot 100.000 i.e.*) 1 mg/l P (meer dan 100.000 i.e.)	80	Moleculaire absorptiespectrofometrie
Totaal stikstof (2)	15 mg/l N (10.000 tot 100.000 i.e.) 10 mg/l N (meer dan 100.000 i.e.) (3)	70 - 80	Moleculaire absorptiespectrofometrie

\* i.e. : afkorting voor "inwonerequivalent"

(1) Vermindering t.o.v. de vracht van het influent.

(2) Totaal stikstof : de som van totaal Kjeldahl-stikstof (organisch N +NH<sub>3</sub>), nitraat (NO<sub>3</sub>)-stikstof en nitriet (NO<sub>2</sub>)-stikstof.

(3) Het jaargemiddelde van de concentratie aan totaal stikstof (dat naar gelang het geval één van beide voornoemde waarden niet mag overschrijden) wordt berekend op grond van alle perioden van het jaar waarin de watertemperatuur in de biologische reactor(en) hoger is dan 12°C. Tijdens deze perioden mag het dagelijks gemiddelde van de concentratie aan totaal stikstof niet meer bedragen dan 20 mg/l.

Buiten deze perioden moet het gehalte aan totaal stikstof zo laag mogelijk gehouden worden

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 1995 betreffende de behandeling van stedelijk afvalwater.

Namen, 23 maart 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

## Bijlage III

## Referentiemethoden voor de controle en de beoordeling van de resultaten

1. Met het debiet evenredige of op tijdsduur gebaseerde 24-uur-monsters moeten genomen worden op dezelfde, welbepaalde plaats in de afvoer en zo nodig in de inlaat van de zuiveringsinstallatie om te controleren of het geloosde afvalwater voldoet aan de voorschriften van dit besluit.

Er worden goede internationale laboratoriumpraktijken toegepast, die gericht zijn op een zo gering mogelijke achteruitgang van de monsters tussen de monsterneming en de analyse.

2. Het minimumaantal monsters per jaar wordt vastgesteld naar gelang van de grootte van de zuiveringsinstallatie en wordt gedurende het jaar met geregelde tussenpozen genomen :

- 2.000 tot 9.999 i.e. :

12 monsters gedurende het eerste jaar

4 monsters in de daarop volgende jaren indien kan worden aangetoond dat het water in het eerste jaar aan de bepalingen van dit besluit voldoet; indien één van de vier monsters niet aan de eisen voldoet, moeten twaalf monsters in het daaropvolgende jaar worden genomen;

- 10.000 tot 49.999 i.e. :

12 monsters

- 50.000 i.e. of meer :

24 monsters.



3. Het gezuiverde afvalwater wordt geacht te voldoen aan de eisen betreffende de relevante parameters indien de genomen monsters, voor iedere relevante parameter afzonderlijk uit monsters van het water blijkt dat het als volgt voldoet aan de relevante parameterwaarde :

a) voor de parameters van bijlage I wordt een maximaal toegestaan aantal monsters dat niet voldoet aan de in concentratie of vernederingspercentages uitgedrukte eisen, als volgt vastgesteld :

Aantal gedurende een jaar genomen monsters	Maximaal toegestaan aantal monsters dat niet voldoet
4 - 7	1
8 - 16	2
17 - 28	3
29 - 40	4
41 - 53	5
54 - 67	6
68 - 81	7
82 - 95	8
96 - 110	9
111 - 125	10
126 - 140	11
141 - 155	12
156 - 171	13
172 - 187	14
188 - 203	15
204 - 219	16
220 - 235	17
236 - 251	18
252 - 268	19
269 - 284	20
285 - 300	21
301 - 317	22
318 - 334	23
335 - 350	24
351 - 365	25

b) voor de parameters van bijlage I uitgedrukt in concentratie mogen de monsters die niet aan de eisen voldoen onder normale bedrijfsomstandigheden niet meer dan 100 afwijken van de parameterwaarden. Voor de parameterwaarden in concentratie betreffende het totaal van gesuspendeerde stoffen mogen afwijkingen tot 150 worden aanvaard;

c) voor de parameters van bijlage II moet het jaargemiddelde van de monsters voor elke parameter voldoen aan de relevante waarden.

4. Voor de betrokken waterkwaliteit worden extreme waarden buiten beschouwing gelaten indien zij het gevolg zijn van ongebruikelijke situaties, zoals zware regenval.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 1995 betreffende de behandeling van stedelijk afvalwater.

Namen, 23 maart 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

Bijlage IV

Presentatiemodel van de jaarbalans van de lozingen van zuiveringsinstallaties voor stedelijk afvalwater

Erkende zuiveringsinstelling :	Jaar
Station van	Conform - niet-conform (1)

Nr. analyse	Datum van de monsterneming	Q <sub>m</sub> (1)	Eigenschappen van het influent					Eigenschappen van het effluent					Rendement					Gelijkvormigheid (2) BZV CZV GS
			1 BZV	2 CZV	3 GS	4 NT	5 PT	1 BZV	2 CZV	3 GS	4 NT	5 PT	1 BZV	2 CZV	3 GS	4 NT	5 PT	
	Totaal aantal analyses		Jaargemiddelden					Jaargemiddelden										

- (1) Doorhalen wat niet past - globaal bestemmingscriterium.
- (2) Conformiteit van de analyse op basis van de criteria CZV, BZV en GS - C = conform - NC = niet-conform.
- (3) Dagelijks volume dat biologisch behandeld wordt op de dag van de monsterneming.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 1995 betreffende de behandeling van stedelijk afvalwater.

Namen, 23 maart 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
 belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
 R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
 G. LUTGEN